

# ***Théorie politique*** ***- Du communisme -***

## I Subsistance du mot

« Communisme ». Voilà un mot qui désormais évoque aussitôt quelques steppes désertiques et glacées de la Sibérie orientale, ou quelques camps chinois. Personne ne semble alors choqué par l'idée de mettre *Le Capital* sur le même plan que *Mein Kampf*. Personne ne semble s'interroger sur les millions de morts causées directement par le capitalisme. Et rien de ce qui a pu mobiliser des millions de subjectivités militantes dans le monde, pensant que la transformation des données objectives et des conditions matérielles de l'existence pour l'humanité était non seulement souhaitable mais possible, rien aujourd'hui ne semble vouloir être retenu par l'opinion du système de représentation dominant.

Il peut donc paraître incongru, étant donné l'ampleur de l'oubli historique organisé, de soutenir le mot lui-même. Quant à se dire « communiste », c'est évidemment impossible. Comment se dire de quelque chose qui n'existe pas, qui n'existe plus ?

Qu'entends-je par « communisme » ? Sûrement pas « marxisme-léninisme », en tout cas. C'est un synonyme que l'on doit refuser, tout en refusant conjointement l'oubli historique de ce premier synonyme. « Marxisme-léninisme » est une figure *historique* du communisme, aujourd'hui morte. Mais le communisme, pris en un sens générique, est ce qui est, non pas éternel, mais devant nous. Il est ce qui, à partir de ce qu'exigent les enjeux qui sont devant nous, génère la nécessité d'une transformation intégrale du système économique planétaire, identique au sursaut de l'humanité face à sa propre disparition.

Le communisme est donc devant nous, non pas comme annonce prophétique, mais comme nécessité historique, et autrement que comme simple dialectique répétitive du renversement de l'Ancien Régime par la bourgeoisie, puis de la bourgeoisie par le prolétariat. Nécessité qui semble pourtant, en ce début d'année 2009, hormis quelques appels à une « moralisation du capitalisme » et autre prêchi-prêcha de cagot, tout à fait impossible, impensable, et même, interdite.

Mais le mot subsiste, malgré tout, et malgré ceux qui l'ont abandonné. Comment le redéfinir ?

Penser le communisme aujourd'hui, si cela est encore possible, (mais tel est le défi : se mesurer à cet impossible), suppose éviter une double erreur. La première erreur est celle de Marx : le rêve messianique de l'abolition de l'Etat. S'il faut tirer une leçon du désastre historique du communisme d'Etat, c'est bien le fait que viser l'abolition de l'Etat est toujours, *in fine*, consacrer sa féroce suprématie. A l'inverse, mais cet argument n'infirme pas le précédent, il le confirme dans le constat de l'impossibilité du communisme comme Etat, n'y a-t-il pas une étrange ironie de l'Histoire en ce que le programme de dépérissement de l'Etat se soit malgré tout réalisé, et que l'on ait vu, sous nos yeux, l'effectivité de la fin d'un Etat, celui de l'URSS ? Comme dit le *logion* freudien : méfiez-vous de ce que vous désirez le plus, car cela pourrait réellement arriver ! Et le dépérissement de l'Etat socialiste est réellement arrivé. Pas pour déboucher sur une société communiste égalitaire, mais pour le retour en force du capitalisme le plus sauvage et le plus effréné.

Tirons-en donc les conséquences, et supposons que la seule manière de se libérer un peu de l'Etat est de l'affirmer comme nécessité. Tout en sachant, bien sûr, que l'Etat reste « le plus froid des monstres froids ». Allons même plus loin : la seule manière de conduire une politiquement réellement efficace contre les effets désastreux du capitalisme mondialisé ne peut se faire que du point de l'Etat, l'Etat lui-même. Il faut nous convaincre de la victoire –provisoire peut-être, mais réelle- de Hegel sur Marx sur ce point.

Se pose alors la question du gauchisme. Certes, ce gauchisme a connu son heure de gloire en mai 68, mais il faut être aveugle pour ne pas voir aujourd'hui que ce même gauchisme, *qui a fusionné consubstantiellement avec le capitalisme*, est lui-même devenu une forme réactive, qu'il faudrait dépasser et véritablement réinventer.

Quelle est la différence entre gauchisme et communisme ? Risquons ici, en suivant Lacan, l'esquisse d'une distinction formelle et logique. Le gauchisme affirme le « pour tous », mais sans Un, d'aucune façon, même

$$(\forall x \Phi x)$$

d'exception . Or, Lacan nous a appris que cela est un mauvais universel, sans aucun point en soustraction. Cela donne l'égalitarisme désastreux soixante-huitard, en réalité complètement inégalitaire, effaçant le réel économique par le jeu des places communautaires, libertaires et identitaires. Le communisme, lui, au contraire, affirme qu'il n'y a pas de « pour tous » sans Un

$$(\exists x \neg \Phi x)$$

en exception . Le gauchisme revendique le multiple pur et le compte-pour-un de tous, dans le rejet de toute figure d'exception. On peut dire sans trop s'avancer que le « capitalo-communisme » de Negri, cette Substance spinoziste dont capitalisme et communisme seraient les deux attributs indiscernables, incarne le mieux aujourd'hui ce gauchisme, qu'on pourrait

appeler un communisme faible, ou communisme dévoyé. Le prix à payer pour le rejet de toute forme d'Un, y compris dans celle de l'Etat (J'appelle à voter oui au Traité de la constitution européenne pour qu'on en finisse avec cette merde d'Etat-nation, a déclaré en substance Negri dans le *Libération* du 13 mai 2005) est sans aucun doute la dictature elle-même, et on peut penser notamment à la chinoise, véritable « capitalo-communisme » sans Un des multitudes. Disons-le clairement : Le « communisme » que nous promet le négrisme, et autres deleuzo-foucaaldiens "subversifs", n'est autre que le capitalisme du moyen-âge, celui des cités marchandes et des Villes-Etats. Autrement dit : l'accomplissement ultime du Capitalisme, bouclant la boucle en revenant à l'avant - « Première révolution industrielle ». Ou encore : la réinvention du capitalisme féodal.

La seconde erreur est de considérer qu'il puisse y avoir un communisme d'Etat, et cela fût cette fois-ci l'erreur de Lénine (quant au maoïsme, il n'a pas été autre chose – en France en tout cas - qu'une tension permanente entre le gauchisme libertaire et le retour à un stalinisme déterritorialisé, avec, il est vrai, cette singularité d'avoir tenté la dictature du prolétariat du point des masses, et non de l'Etat). Le communisme, par définition, n'est pas d'Etat. Le communisme est l'organisation égalitaire de la société, ou plutôt, l'auto-organisation égalitaire de la société. Le communisme est un événement, il est événement. Il faut tenir ce point, qui est la séparation de l'Etat et de la société, seule condition possible d'un régime démocratique. Ce qu'il y a de commun aux régimes totalitaires, fascistes comme communistes, est d'avoir aboli cette différence entre société et Etat, et c'est en cela que l'on peut parler de « régime totalitaire ». Il est donc problématique de désigner l'Etat comme étant toujours celui de la classe dominante (même si, redisons-le, on ne se fait aucune illusion sur son fonctionnement). Ce qui est désastreux, c'est la résorption de la société dans l'Etat, et la dilatation de l'Etat dans la société. Le capitalisme mondialisé, après le fascisme et le communisme d'Etat, est sans aucun doute celui qui tend à ce mouvement de contraction et de dilatation. Il n'est pas sûr que la démocratie y survive, en tant que co-extension des droits et des libertés à un régime de représentation électif.

## II La démocratie comme volonté et comme représentation

Cela nous amène naturellement au point suivant : la démocratie doit être défendue. « Communisme » en ce sens est le synonyme de démocratie. Il est illusoire d'affirmer que le capitalisme mondialisé ne peut être combattu qu'en abattant sa forme démocratique, quand la démocratie s'affirme comme Idéal pour tous les peuples, et notamment ceux qui en sont privés. Le cas de la Chine

est majeur, montrant que ce que l'on appelle « mondialisation » n'est autre que l'exploitation du travail par le Capital, dont les ateliers et usines asiatiques, malgré des révoltes régulières, ne sont possibles que par un système de dictature totale, accomplissant par là pour certains le rêve d'un capitalisme radical. Si une classe moyenne émerge en Chine, c'est évidemment parce que des millions de travailleurs sont réduits à l'état d'esclavage, purement et simplement. Par ailleurs, il est très frappant que tous les régimes dictatoriaux, quels qu'ils soient, se sentent obligés d'organiser des simulacres d'élections démocratiques. Est-ce seulement pour le regard de l'autre, de l'Occident (supposé) démocratique ? N'y a-t-il pas là une toute-puissance de l'Idée qui oblige au simulacre ? Mais il est vrai que si l'on se base sur les référendums du Traité de la Constitution européenne, le vote démocratique prend les mêmes allures de simulacre. C'est probablement l'effet oligarcho-bureaucratique de l'Union européenne, qui n'a rien de démocratique. Soit dit en passant, un qui avait compris, avant tous les autres, ce qu'était le devenir de l'Union européenne, c'est Kojève, le plus énigmatique et aristocratique des antiscologistes. On peut dire que le camarade Kojevnikov, en devenant haut-fonctionnaire à Bruxelles, est resté fidèle à son stalinisme jusqu'au bout, ayant bien vu que l'Union européenne était appelée à devenir un grand Soviet, anti-démocratique.

(« Soviet » au sens perversi, puisque le soviet, « conseil » en russe, devait être au contraire l'organe le plus démocratique possible. L'organe, c'est le Soviet, et de ce point de vue là, l'Union européenne, sur son mode actuel, est un organe vital du Capitalisme mondialisé).

L'Union Soviétique Européenne du mépris de la volonté générale des peuples, voilà l'avenir de la démocratie, oligarchique et ploutocratique, le véritable « capitalo-parlementarisme » globalisé. Un parlementarisme anti-démocratique. Il arrive donc parfois que la démocratie comme volonté entre en contradiction avec la démocratie comme représentation. Dans ce cas-là, qui a raison ? Les « élus » du peuple ou le peuple ? Si on considère, comme Descartes, que la volonté est infiniment supérieure à l'entendement (sauf pour Dieu, qui possède un régime de normalité, au sens soustractiviste, entre entendement et volonté, mais...Dieu est mort, et le Roi aussi), qui a ses limites, comme toute représentation, nous devons dire que rien ne justifie le déni de son expression dans le cadre d'un référendum et d'un suffrage universel, ou même, lors d'un vote dans une assemblée générale. Peut-être alors que le suffrage universel doit être abandonné ? C'est une hypothèse qui risque de se voir validée si la démocratie comme volonté ne s'exprime pas suffisamment. Le dernier livre d'Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, est sur ce point une vraie mise en garde.

Dès lors, on voit que le couple conceptuel fondamental de *L'être et l'événement*, de Badiou, présentation/représentation, doit être repensé : la représentation ne fonctionne jamais comme excès, cela, seule la volonté le peut. Et la normalité étatique est certes ce qui résorbe l'excès dans l'Etat de représentation, mais que

serait un Etat qui puisse se soutenir comme Etat sur la base même d'un excès de la volonté générale ? La lecture que fait Badiou de Rousseau (*EE*, M32) est tout à fait décisive, à la réserve près que j'ai déjà signalée dans *La soustraction de l'être*, à savoir qu'il n'admet que la moitié de la pensée de Rousseau, celle de la volonté générale, et non comme décision collective exprimée dans la majorité. Si la volonté générale ne peut pas se penser comme décision collective, il faut définitivement considérer que les gens ne pensent pas, qu'il n'y a pas d'intellect commun.

De ce point de vue là, il faut dire aussi que ceux qui demandent la suppression du suffrage universel dans le cadre d'un projet pour une VI<sup>o</sup> République ne le font que pour une seule raison, sous couvert de « plus de démocratie » : rendre la constitution française un peu plus adaptée au Soviet européen.

On accordera à Badiou que :

- 1) Le pacte social est événement fondateur, soit l'auto-appartenance d'un multiple à lui-même, « l'auto-appartenance d'un corps politique au multiple qu'il est ».
- 2) La volonté générale est l'opérateur de fidélité, et en tant qu'elle ne fait nullement acception des intérêts privés, elle relève de l'indiscernable (mes intérêts privés sont indiscernables de ceux de l'intérêt général) et donc de l'égalité. Tout énoncé relevant de l'intérêt privé est antipolitique. La question n'est pas de savoir si un décret est de droite ou de gauche, la question est de savoir s'il est politique ou pas, c'est-à-dire de savoir s'il relève de l'intérêt général.

Malheureusement, il ne saurait être question de confier la garde de cette volonté, qui fait du peuple le souverain (et sujet des lois de l'Etat), à la loi du nombre, donc à celle du vote ou du suffrage universel. A cette fausse formule, dévoyant toujours la volonté générale en représentation (ce que ne dit pas Rousseau, nonobstant son hostilité au parlementarisme à l'anglaise) s'oppose la décision du dictateur. On doit saisir ici l'opération de retournement topologique de la singularité : la singularité de l'en-plus surnuméraire et inexistant devient alors celle du dictateur, le véritable « surexistant » (médiatique, de nos jours), et particulièrement, quand l'Etat est en danger devant un danger menaçant, quand le « salut de la patrie » est en jeu, exactement comme le fut la France révolutionnaire à partir de 1792. Bref, l'état d'exception, si bien analysé par Giorgio Agamben.

Ce qui est remarquable, c'est que Badiou ici affirme quelque chose qui est très proche de la constitution française de la V<sup>o</sup> République.

Mais il s'agit ici de sa lecture de Rousseau, et si l'on regarde son rapport au personnage conceptuel "Mao", de manière très significative, ce qui l'intéresse est au contraire ce qui est « à distance de l'Etat », dans la forme de la Révolution

culturelle. De ce point de vue-là, Badiou a raison d'affirmer que toute politique doit pouvoir être faite autrement que comme réclamation par rapport à l'Etat.

Mais que se passe-t-il si ce qui est en excès sur la présentation est non pas la représentation, identiques toutes deux au même « niveau » topologique, mais la volonté ? Ne faut-il pas penser, plutôt que de mettre l'accent comme le fait Badiou sur la singularité décideur et intervenante, celle qui nomme l'événement, ne faut-il pas penser une tension entre l'Etat et la volonté générale elle-même, sachant que l'Etat est toujours dépassé par la volonté, celle-ci ne se déléguant pas ? (« la volonté générale ne se représente point », dit Rousseau). C'est bien cette tension qu'il faut penser comme étant politique, et la politique n'est ni l'Etat, ni sa contestation gauchiste, mais sa tension même. Tension dont l'excès est incessamment résorbé et occulté par d'autres nominations de l'excès : économiques, médiatiques, et autres surexpositions d'étants « surexistants ».

Le *Dispositif* de l'Union européenne est l'inverse de cette topologie, à savoir un excès qui s'est stabilisé et normalisé en structure supra-étatique. Et cet excès est d'abord celui de l'économie capitaliste mondialisée. Le Dispositif européen est également ce qui tend à dilater au maximum sa structure supra-étatique dans les sociétés européennes, pour les uniformiser au pas de charge des classes supérieures dominantes. Périrent les faibles et les smicards !

Ajoutons également que si les Etats-Unis et la Chine se partagent respectivement la part du capital et du travail (ou encore, de la consommation et de la production), l'Europe, elle, tend à rejouer la scène marxiste sur son sol même, selon la ligne Est-Ouest laissée par la guerre froide. Rien ne vaut un bon Roumain (chez lui, de préférence), travaillant pour une grosse firme transnationale, avec un salaire de misère.

Mais bien entendu, la Chine prend en charge aussi le travail des industries européennes. Il est même possible que ce que la Chine fait actuellement dans le secteur industriel pour l'Europe, l'Inde le fasse demain pour le secteur tertiaire, étant donné le niveau de ses ingénieurs informatiques. La délocalisation du secteur tertiaire semble être la phase suivante.

L'excès est donc d'abord celui de l'économie capitaliste mondialisée. Il apparaît étatiquement comme nature, comme ce qui est normal, comme ce qui est normalité. L'avantage de la crise est de montrer l'excès en tant qu'excès : il faut réguler, ça nous échappe, il faut encadrer les spéculations.

Mais à cet excès devrait s'opposer en réalité un autre excès : celui de la volonté générale des peuples, sous la condition de l'intérêt général, de l'universalisme, et non des égoïsmes nationaux.

Cela, *seule une tension entre Etat et Volonté générale le peut*, - y compris entre un Etat socialiste et une Volonté générale « gauchiste » - et on comprend alors

en quoi la Révolution culturelle a été si fascinante pour les maos. Mais ce ne fût qu'une caricature mortifère.

De même, on demandera sans doute si mobiliser la notion de volonté générale de Rousseau est bien approprié. La comparaison avec Descartes n'implique-t-elle pas justement que la volonté, à partir du moment où elle peut excéder infiniment l'entendement, peut errer, et être source de toutes les erreurs, les plus dramatiques, de tous les désastres historiques ? A cela nous répondrons que sans aucun doute, de la même façon qu'une politique du seul point étatique est, en fin de compte, antipolitique et négatrice des singularités (ce que l'on peut accorder aussi à Badiou). Mais c'est la tension même entre les deux qu'il faut penser, et qui peut permettre un exercice réellement collectif de la politique. Ensuite, on demandera si la volonté générale, oui ou non, s'exerce comme principe du nombre majoritaire. Pour Badiou, c'est clairement non, on l'a dit. D'où sa prédilection, finalement, pour un « aristocratie prolétaire ». Aristocratie, on voit bien, prolétaire, c'est moins clair, et on verra plus loin pourquoi. En réalité, sur l'absolu de la Volonté générale, il ne faut pas raisonner de façon absolue, mais de façon circonstanciée. Badiou lui-même le pense, dans le mathème de *EE*, mais sans en tirer une vision claire dans le champ politique concret. Si la volonté générale était la somme des intérêts individuels, sa position se tiendrait. Mais, comme il le reprend de Rousseau lui-même dans *EE* M32, la volonté générale est ce qui reste une fois ôtés les plus et les moins des volontés particulières. C'est dire le caractère soustractif, et risquons même le mot d'« ultra-soustractif », de la volonté générale de Rousseau, pouvant s'identifier à ce que Badiou appelle le « générique », ici procédure de vérité fidèle à l'événement du pacte social (qui prendra la figure plus tard du serment du jeu de paume). Mais Rousseau dit aussi que cela se fait si les citoyens sont éduqués, informés et éclairés. Ainsi, on peut voir véritablement dans la manière dont le « non » au Traité de la Constitution européenne (écrite par Giscard, rappelons-le), à savoir la négation du « oui » étatico-médiatiquement obligatoire, a été défait, non seulement une lueur d'espoir, mais, l'opération même du générique qui a produit un véritable *événement*, aussitôt dénié et raturé par le sujet réactif capitalo-européen. Ici, le générique de la volonté générale a produit l'événement, aussitôt disparu qu'apparu.

Nous pouvons donc dire que la volonté générale est une aussi une volonté du nombre majoritaire, dès lors que la *décision* est prise par le corps politique en son entier, de manière instruite et informée, non pas dans l'opinion, mais dans la vérité. Une volonté du nombre majoritaire sous influence et suggestion de l'étatico-médiatique est une volonté dévoyée en représentation.

Ainsi, le rapport entre Etat et volonté générale s'établit-il à la fois comme mise-à-distance, et comme articulation de l'un à l'autre.

Mais trop privilégier la mise-à-distance de l'Etat sur l'Etat lui-même revient à réduire le projet communiste à un gauchisme stérile et contre-productif. D'autant que cet activisme gauchiste mao a été incapable d'internationalisme

véritable. Or, si la mise-à-distance de l'Etat doit avoir un effet, c'est celui-là, comme diagonale transnationale, et c'est le meilleur rempart contre le national-populisme, se vautrant dans l'opinion vulgaire, mise à distance de l'Idée.

Ajoutons – point essentiel – que la mise-à-distance de l'Etat comme trajectoire transnationale devrait d'abord pouvoir s'effectuer dans un syndicalisme renouvelé, c'est-à-dire s'organisant lui-même comme une démocratie de volonté et non de représentation. Qu'est-ce à dire ? Remarquons d'abord que les syndicats ne représentent plus grand monde, contrairement à l'époque des Trente Glorieuses, alors que les syndicats sont censés représenter les travailleurs. Les syndicats gardent une véritable utilité pour défendre les travailleurs dans les conflits privés au sein de l'entreprise, mais en tant que mouvement de coordination, l'optique d'un mouvement gréviste général est toujours rejetée. Ce en quoi la direction des syndicats (les représentants des représentants) fait toujours bien son travail, à savoir saper le mouvement social. C'est donc aux syndicats de s'organiser à partir de la base et directement, comme démocratie directe. Par ailleurs, ils sont la structure même d'organisation transnationale, qui peut s'organiser à l'échelle européenne et mondiale, afin de créer une nouvelle internationale prolétaire. Celle-ci manque cruellement face à l'internationale capitaliste mondialisée, et a beaucoup de retard sur elle. Et il faut bien parler de prolétariat, oui, en en renouvelant le sens. S'il faut garder le mot « communisme », il faut aussi garder le mot « prolétariat ». Le prolétaire n'est pas seulement l'ouvrier des usines. Le prolétaire est le travailleur vivant dans des conditions de vie au-dessous de la valeur de ce qu'il produit par sa force de travail et son temps de travail. Quant aux chômeurs et aux sans-emplois (Rmistés, etc), nous savons qu'ils sont les sacrifiés de la pénurie du travail organisée par le Capital, dans la concurrence libérale des coûts du travail. En tant que tels, ils sont aussi les exploités du système néolibéral, et donc des prolétaires aussi bien. Il faudrait le dire en paraphrasant Rimbaud : petit salarié harassé du privé, tu es prolétaire, étudiant sans le sou, tu es prolétaire, désœuvré des cités, tu es prolétaire, retraité privé de ton dû après une vie de dur travail, tu es prolétaire, fonctionnaire vidé de ta mission publique, tu es prolétaire, chômeur ou Rmisté, tu es prolétaire, intérimaire disponible dès que ton agence le demande, tu es prolétaire, petit paysan ou pêcheur à la mort programmée par Bruxelles, tu es prolétaire, sans-papiers fuyant ton pays ravagé par l'infamie néo-coloniale capitaliste, tu es, ô combien, prolétaire.

La théorie de la plus-value de Marx est plus que jamais d'actualité, mais elle doit être complétée. Le *temps* de travail non payé, ou surtravail, est bien la base du profit capitaliste, mais aussi l'*espace* du travail, divisé et fragmenté (délocalisations, sous-traitances, etc) ; espace topologique qui crée d'un côté le vide des sans-emplois, et de l'autre l'excès de l'exploitation du travail à bas salaire, dans les pays pauvres, et/ou sous dictature. Quand Badiou écrit dans *LdM*, en vertu de la propriété 4 de l'intérieur – ou de l'ouvert - d'un espace

topologique que « dans la multiplicité des mondes, il ne saurait y avoir de naturalité du lieu. Tout ce qui est là peut se voir, par une autre puissance mondaine, dé-localisé » (p.463), on comprend à quel point l'ouvert mathématique est celui du libre-échange généralisé, corrélat de l'excès de l'être, et on comprend pourquoi Badiou, dans les remarques finales liées à cette section du livre, dit sa lassitude de l'ouvert et fait son éloge du clos. Mais l'ouvert de l'économie est bien le clos des sujets humains. Tout le défi du socialisme à venir est de penser le clos de l'économie, et l'ouvert des sujets humains. Que les gens puissent enfin circuler librement, et que les capitaux et intérêts soient enfin sous surveillance du travail et de l'intérêt général.

De plus, le développement du secteur tertiaire a changé complètement les conditions de travail du prolétaire, l'empêchant de s'organiser collectivement comme il pouvait le faire dans un lieu comme l'usine. Nous tenons à dire néanmoins que l'organisation syndicale d'un prolétariat mondial doit être possible, et que cela est d'abord possible par le maintien de l'idée communiste, l'étoile conductrice, comme ouverture d'horizon d'un autre monde possible. Un autre monde qui mettrait fin à la notion même d'entreprise, en organisant le lieu du travail autrement.

Du point de l'Etat, en revanche, on peut, et on devra, penser une politique socialiste, assurant une économie de marché mixte et régulée, seule économie possible. L'étatisation forcenée, planifiée, et le libéralisme sauvage, sont deux désastres symétriques, qui se fondent sur un horizon commun : l'absence de l'Etat. Cela suppose aussi la sortie définitive de ce système de consommation débile et désastreux, qui substitue jour après jour le conditionnement du consommateur à la place de l'esprit citoyen et cultivé. Cela n'est possible que par la création et l'extension à grande échelle de services publics. Soit l'exact contraire de ce que font les économies capitalistes actuelles. Un programme de revalorisation des sciences, de l'art et du savoir doit être établi, contre la « culture », indexée au marché. L'éducation citoyenne, elle, doit être indexée à l'Idée du Bien (liberté, justice, égalité, fraternité), et non à la loi, qui fait du citoyen un animal soumis et craintif.

Le fait est que toutes les civilisations jusqu'à présent ne se sont jamais développées dans le cadre de la démocratie représentative. Les démocraties n'ont fait que « gérer » des civilisations dont elles ont pris la charge, en relais, et cette « gestion », -et là est bien le problème, puisqu'il s'agit de « gestion » - est catastrophique.

On peut dire en ce sens que l'Union européenne accumule tous les inconvénients propres au système soviétique. Il se peut même qu'on aille très bientôt vers une suppression massive des libertés, sous prétexte de « lutte contre le terrorisme », et autres motifs idéologiques, comme par exemple le « principe de précaution », qui peut trop facilement être sorti de son contexte écologique et sanitaire.

Il est entendu toutefois que c'est au nom de l'Europe que l'on peut et que l'on *doit* critiquer l'Europe. Il serait pour le moins contradictoire d'affirmer une pensée fondée sur l'universalisme et l'internationalisme et de refuser ce qui dépasse même le cadre national. Mais cela ne peut pas se faire contre la volonté des peuples. Cela ne peut pas se faire non plus comme un *Soviet néolibéral*, et c'est bien ce qu'est en train de devenir l'Union européenne, avec une constitution, à la sauvette, gravée dans le marbre.

Quant à l'Union Soviétique, le modèle en lui-même et pour lui-même était faux et corrompu, mais il a malgré tout porté du vrai en lui, jusque dans les années 70. Et voilà bien ce qu'il est aujourd'hui mal vu et mal venu de dire. Pourtant, que du faux implique du vrai, cela est une loi de la logique la plus élémentaire. Et nous sommes aujourd'hui dans une logique inverse, une fausse logique : du vrai (« Démocratie »), nous en inférons incessamment du faux (« libérez les femmes afghanes », « intervenons au Darfour » (contre le Président soudanais – qui préfère signer ses contrats pétroliers avec les Chinois plutôt qu'avec les Américains) -, « libérez le Kosovo » (et donner un Etat à la mafia albanaise ?), et cela est toujours une implication *fausse*.

Notons bien qu'il ne s'agit pas de dire que du faux implique nécessairement du vrai. Il s'agit bien plutôt de dire que *si du faux implique du vrai, alors l'implication elle-même est validée comme vraie*. Que l'on vienne nous expliquer que sans le Communisme d'Etat le Front populaire eût été possible, voire mai 68, (quoiqu'anti-communiste sous certains aspects, et parce qu'« ultra-communiste »). Nous sommes donc obligés de constater que ce qui était faux à l'Est a produit des effets de vérité à l'Ouest, et pour le dire plus prosaïquement : des avancées sociales majeures.

Ce n'est donc pas nous qui appliquons ici arbitrairement une grille de lecture logique à des faits historico-politiques clairement et distinctement lus, mais les faits historico-politiques *qui confirment la logique*.

Profitons-en aussi au passage pour saluer les politiques d'émancipations et de justice sociale, expérimentées *de façon pacifique* en Amérique du Sud, notamment par Hugo Chavez au Vénézuéla et par Evo Moralès en Bolivie. Quand Hugo Chavez investit l'argent du pétrole dans une politique de services publics et de gratuité concernant les soins et l'éducation, pour les plus démunis, et pour tous, il n'y a guère que les classes supérieures, pour venir s'en plaindre, et crier à la dictature. Celles-ci restent pourtant, en tant que personnes, en complète liberté, mais il est vrai qu'elles n'ont plus la liberté, en tant que classes, d'exploiter les autres (classes et personnes).

Le défi de la démocratie de représentation est de prouver qu'elle est capable de civilisation, car l'économie à laquelle elle semble avoir décidé de lier son sort

est génératrice de destruction, et d'abord celle de la civilisation, telle qu'on peut la définir selon les principes fondés par la Révolution française.

La démocratie se pense donc comme volonté et comme représentation. La démocratie doit être défendue, en tant que volonté générale, et donc, comme fidélité aux événements fidèles à 1789. La démocratie comme représentation, incontestablement, est très mal en point. Ce n'est pas la démocratie comme volonté qui est en train de sombrer, mais bien la démocratie de représentation.

L'obsession des sondages, devenu un vote virtuel permanent, et une technique de suggestion, ainsi que le marketing et la « communication », ont incontestablement transformé la politique de représentation en spectacle. Viendra le temps de la fusion parfaite du dictateur et du bouffon, du clown, pantin de l'oligarchie financière et capitaliste, faisant des sketches politiques « comiques » au nom de la « démocratie ». Charlie Chaplin et son modèle de dictateur ne feront plus qu'un, en troquant l'uniforme militaire contre un beau costume de soirée en ville. Il pourra même passer dans des émissions de variétés et de divertissement, avec, couronnement suprême du spectacle, du gospel et des chants religieux. Le spectacle est bien la matérialisation de l'illusion religieuse, et l'élimination du sérieux politique. Aux dernières nouvelles, d'ailleurs, un film *comique* américain aurait été fait sur Guantanamo, avant même la fermeture du camp. Il ne manque plus que le *direct live*, que la synchronie succède à la diachronie du *différé*, pour voir le triomphe total des Jeux du cirque de nos belles démocraties. Si on peut rire de tout, pourquoi ne pas faire un film comique sur le 11 septembre ? N'y a-t-il pas là, en réalité, un redoublement de l'atroce et de la barbarie ?

Ajoutons que ce qui est tout autant malheureux est que la démocratie comme volonté puisse elle aussi devenir un spectacle (et donc une représentation, dans l'autre sens du terme), dans la fausse agitation « contestataire ». Il faut *sortir du romantisme de l'événement*, et du fantasme de la barricade, dont celles de mai 68 étaient déjà la parodie de celles de 1848 et 1871, autrement plus sanglantes. Kojève – encore lui – qui s'était « converti » intérieurement et par soi seul au communisme dans une prison de Moscou, alors même qu'il allait être fusillé par les Bolcheviks, une nuit de terreur et de fascination glacée, n'avait eu que mépris pour les insurgés de mai. C'est qu'il savait bien -ou telle était en tout cas son hypothèse - que *la forme de la Révolution comme insurrection était historiquement achevée*, et que ce qui se constituait comme une nouvelle forme de nouveauté historique se jouait bien plutôt dans les nouveaux grands ensembles (supra-) étatiques et géopolitiques, comme l'Europe. Mais par là-même, bien sûr, il collaborait, en même temps qu'au mouvement dialectique de l'Histoire, à un nouveau Dispositif dont tous les effets antipolitiques (« criminels » diront certains) ne sont pas encore advenus.

De même, les agitations altermondialistes sont tout à fait vaines, que ce soit celles des post-hippies (autres clowns) ou des *men in black* n'allant nulle part. Ce qui compte, c'est qu'une politique de civilisation et de justice sociale puisse se mettre en place, et non la fascination pour la destruction, morsure de Béatrice. (Il ne fait aucun doute que *Logiques des mondes* va en ce sens : en finir avec l'événement. Ce qui compte, ce n'est pas l'événement, localisé en divers degré d'apparaître comme un simple étant. Des événements, il y en aura toujours, même rares. Ce qui compte, c'est le corps d'une vérité. Et c'est bien ce qui a manqué à l'événement évanoui du "non" au Traité de la Constitution néolibérale européenne. Pluie de la grâce dans le désert !). Sur cette question, le personnage de Céphas, que nous rapporte Badiou dans *L'hypothèse communiste*, est le contre-exemple absolu. On parlera désormais du complexe de Céphas, ou du syndrome de Céphas, dont la grandeur et la beauté du geste d'abandonner le pouvoir au moment où il le conquiert est indiscernable de la démission du révolutionnaire, qui, après une longue expédition militaire, n'assume pas d'arriver au but qu'il s'est fixé. On y reconnaîtra aussi la figure de Che Guevara, qui, plutôt que d'assumer la prise de pouvoir, préfère partir dans une guerre illimitée contre le capitalisme mondial, course folle en avant sans issue, fors la mort (c'est l'analyse très juste de Žižek). Céphas "n'aime que la destruction", il n'aime que la guerre, et non la paix. Il faut aujourd'hui penser un *communisme de la paix*, non de la guerre.

Non pas pour un pacifisme, mais pour une *paix vigilante*.

Par ailleurs, plus personne aujourd'hui ne peut se battre pour la dictature, fût-elle celle d'un prolétariat aux limites incertaines, croix du marxisme ancien, et pour les raisons que nous avons dites. C'est pour cela qu'il faut désormais, au-delà de l'Etat socialiste soutenu de façon ponctuelle (point par point, oui/non) par une volonté générale, penser ensemble communisme et démocratie. Mais comment, « ensemble » ?

### III Communisme et démocratie

Gardons nous d'abord de faire de la démocratie une Idée, car cela n'est autre qu'un paradoxe que la démocratie elle-même ne supporte pas, sauf de façon perverse, dans le démocratisme impérialiste. C'est ici qu'il faut nécessairement distinguer démocratie et démocratisme impérialiste, autre figure de l'excès, mais aussi disjoindre communisme et démocratie : si le communisme est une Idée, la démocratie ne l'est pas (le faisant, elle se nierait aussitôt comme telle, puisqu'elle est au régime de l'opinion). Voilà pourquoi, du reste, le rapport de la philosophie à la démocratie est si difficile et délicat. Rien n'oblige en tout cas à acquiescer au démocratisme impérialiste : la démocratie, oui, mais pas comme

Idée, car cela permet en général de légitimer quelques pillages et autres exactions malfaisantes ("la feuille de vigne idéale", dit Kristin Ross).

On distinguera donc la démocratie de son double, envers funeste, le démocratism impérialiste, se ressemblant comme chien et loup. Mais le démocratism impérialiste, en tant qu'il est indexé à la démocratie comme Idée, est aussi le double noir et funeste du communisme. On comprendra ainsi sans peine pourquoi les néoconservateurs américains sont pour la plupart des anciens trotskistes, ou d'anciens maoïstes (en France), humanistes et humanitaires. Être toujours du côté de l'idéologie dominante – hier marxiste, aujourd'hui néolibérale et impérialiste – (l'idéologie est le *logos* de l'Idée, le discours sous condition de l'Idée), voilà la tâche permanente des opportunistes.

La démocratie est le minimum, qu'il faut absolument exiger, mais le minimum. A l'autre bout, dans ce qu'en mathématiques on appelle un treillis (entre borne inférieure et borne supérieure), on a le maximum. Ce maximum, c'est le communisme. Le maximum sans le minimum, c'est la dictature comme privation des libertés. Mais le minimum sans le maximum, c'est le marasme, la déperdition. Et peut-être même aussi, à l'horizon, la dictature. Quand on se contente du minimum, on se retrouve toujours avec moins que le minimum. Viser le maximum n'est-il pas une manière de sauvegarder le minimum ? Mais le dispositif en treillis, en réalité, donne beaucoup à penser. Jugez plutôt :

Un treillis est un ensemble  $E$  doté de deux opérations internes notées  $\vee$  (« ou ») et  $\wedge$  (« et ») vérifiant que :

- les deux opérations sont commutatives et associatives
- pour tout  $D$  ( $D$  comme « démocratie ») de  $E$ ,  $D \vee D = D$  et  $D \wedge D = D$  (idempotence)
- pour tout  $D$  et  $C$  ( $C$  comme « communisme ») de  $E$  :  $D \wedge (D \vee C) = D$  et  $D \vee (D \wedge C) = D$  (absorption (en l'occurrence, du communisme par la démocratie)).

Pour démontrer que  $E$  est un treillis en tant qu'ensemble ordonné, il faut définir une relation d'ordre notée  $\subseteq$  de la façon suivante :

$$D \subseteq C \Leftrightarrow D \vee C = C$$

On peut montrer que cette relation est bien une relation d'ordre. L'associativité assure la transitivité. L'idempotence assure la réflexivité. La définition même assure l'antisymétrie. En vertu des deux propriétés d'absorption, on peut aussi montrer que :

$$D \subseteq C \Leftrightarrow D \wedge C = D$$

C'est la bonne formule, qui est celle du réel, jusqu'à ce jour, sans effectivité.

On vérifie alors que :

- $\sup(D, C) = D \vee C$
- $\inf(D, C) = D \wedge C$

La borne inférieure est la « bonne borne », mais n'a de sens, et même d'horizon, au sens phénoménologique, que par la borne supérieure.

Cela implique également que toute démocratie digne de ce nom, dont l'horizon ne peut être que la justice, autre nom du communisme, ne peut se baser sur la somme des intérêts individuels. La démocratie ne peut être évidemment pas celle de la démocratie libérale, affirmant, comme Francis Fukuyama dans *La Fin de l'Histoire et le dernier homme*, qu'avoir un logement ou manger à sa faim ne peuvent constituer un droit humain, car cela serait remettre en cause la liberté de l'individu et la propriété privée. Le communisme est un régime qui ne soumet pas l'égalité et les conditions minimums de l'existence au droit de l'individu et de la propriété. Le communisme affirme la prééminence du collectif sur l'individu, et de l'égalité sur la propriété. Si ce n'est pas le cas, il faut alors définitivement abandonner le mot. On peut se poser la question de savoir si abandonner le mot n'est pas toujours céder sur cette double exigence.

On peut se poser aussi la question de savoir ce qu'est l'actionnariat, par exemple. La propriété des moyens de production ne devrait-il pas appartenir à ceux qui travaillent ? Les actionnaires, ces maîtres anonymes du Capital, ne travaillent pas, ils profitent du travail des autres. Les actionnaires sont les nouveaux seigneurs du capitalisme féodal.

(Les gros actionnaires, s'entend, les petits porteurs de titre étant évidemment les dindons de la farce).

Disons donc que la propriété collective, c'est l'affirmation de la prééminence de l'égalité sur la propriété des moyens de production. Il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de chacun à avoir sa maison et son jardin, cela est une aspiration légitime, et remarquons d'ailleurs que c'est sur cette aspiration que l'escroquerie mondiale organisée des crédits immobiliers a pu se développer. Escroquerie qui semble avoir reçu non pas sa sanction – hormis pour quelques boucs émissaires, afin de désamorcer la colère de la plèbe (Kerviel, Madoff, etc) - mais sa récompense, en donnant aux banques et au FMI encore plus d'argent (mille milliards, une blquette). Comme quoi, le capitalisme est moralisé, c'est sûr.

Affirmer cette prééminence de l'égalité sur la propriété, ce n'est pas décréter l'abolition de l'une par rapport à l'autre. Ce n'est pas parce que l'on affirme que le collectif prévaut sur l'individu que l'individu doit disparaître. Ce n'est pas

parce que l'on affirme que l'égalité prévaut sur la propriété que toute propriété privée doit disparaître. Il ne fait même aucun doute que de l'individu ne peut être possible que dans un rapport au collectif, et l'on parlera alors de sujet, plutôt que d'« individu », dont le terme ne renvoie qu'à la liberté vide et abstraite de qui s'en-dit-vide du vide. L'individu, dans une liberté illimitée confinant au néant, ne peut sérieusement prétendre à une liberté réelle. Le sujet, en donnant des entraves à sa liberté, et en se rapportant à l'autre du « nous », est le véritable individu, émergeant comme singularité du collectif.

#### IV Pour un communisme générique

C'est ici que nous devons entrer dans l'aspect véritablement ontologique de ce qu'est le communisme, pris en son sens générique. Au-delà de la question politique, c'est d'une véritable affaire métaphysique qu'il s'agit. Accepte-on, oui ou non, que l'homme soit un « individu » délié de tout groupe humain organisé autrement qu'autour d'une Idée, d'un idéal ? Et l'homme lui-même, quel est son rapport à ce qu'il affirme le dépasser, comme transcendance, quand il n'y a, en vérité, ni homme ni Dieu, mais le vide des intérêts des particularités avides de volonté de domination de l'étant ? Ne faut-il pas ici affirmer, comme condition métaphysique du communisme, un anti-humanisme résolu ? Le drame de toutes les bonnes intentions, pavant l'enfer comme on le sait, est aujourd'hui d'affirmer, afin de parer au désastre d'une économie mondiale inhumaine, la nécessité de mettre « l'homme au centre ». Mais au centre de quoi ? La religion de l'homme a échoué, elle a sombré au XX<sup>e</sup> siècle. Il faut bien voir que même les projets d'« homme nouveau » (ou de surhomme) s'insèrent dans cette religion de l'homme, dans la religion humaniste. C'est pourquoi un Lacoue-Labarthe a pu énoncer cette phrase-choc : « le nazisme est un humanisme ». Mais le communisme marxiste-léniniste aussi bien. Et il a échoué parce qu'il était un humanisme. « L'homme, ce capital le plus précieux », disait Staline.

La nécessité aujourd'hui est de revenir à un anti-humanisme, car seul l'anti-humanisme peut penser la notion même d'humanité. L'humanisme est le contraire de l'humanité. L'humanisme veut toujours, à l'instar des Anciens, insérer l'homme dans une totalité, un cosmos, un Empire. Il est à sa place, et doit le rester, car on lui suppose une essence, une définition. Le communisme générique, à l'inverse, n'a aucune définition de l'homme. De plus, si l'humanisme affirme que l'homme est au centre (disons, de la société marchande, donc comme marchandise centrale), l'anti-humanisme affirme nécessairement l'Idée du Bien comme centrale. C'est l'Idée du Bien qui est au centre, et non l'homme. Mais comment est-ce possible dans une société marchande qui

affirme, par sa métastructure idéologique, que vouloir le Bien, c'est faire le Mal ?

Disons encore les choses autrement, pour bien nous faire entendre : notre discours est tout sauf manichéen et radical. Nous ne disons pas : le capitalisme c'est le Mal, et le communisme c'est le Bien. Nous disons qu'il y a du bien dans le capitalisme, mais qu'il y avait *aussi* du bien dans le communisme. Nous disons qu'il y avait du mal dans le communisme, mais nous disons qu'il y en a *aussi* dans le capitalisme. Et il n'est pas vrai que le capitalisme soit un modèle supérieur au communisme. Pourquoi tant de *serial killers*, de fusillades d'adolescents dans les écoles, et autres passages à l'acte, dans le "paradis" capitaliste américain ? Sans parler des choquantes inégalités, et du culte obscène de l'argent. Nous tenons à l'inverse qu'il faut soutenir, non pas seulement les rétentions tertiaires d'un intellect agent, pour parler comme Bernard Stiegler (et il a raison de le dire), mais l'Idée du Bien, car tous ces passages à l'acte ne sont autres que le résultat symptomatique de l'effondrement de l'Idéal politique, Idéal refusé par le libéralisme anglo-saxon, et détruisant du coup tous ses sous-ensembles sociétaux (faisant, par exemple, de la famille, un *pack de consommateurs crétinisés*). Nous ne disons pas, contrairement à ce libéralisme individualiste enveloppé d'éthico-juridisme : le Bien c'est le Mal (et donc : seule la loi compte). Nous disons : il y a du Bien, mais qui ne se pense pas en termes de liberté individuelle, liberté qui n'est jamais, quand on fait abstraction du réel économique et social, que la liberté du gros poisson mangeant les plus petits. Il faut affirmer le grand Autre, au sens lacanien, l'Idée du Bien comme *Bien commun*.

Affirmer le communisme, c'est d'abord et surtout affirmer l'Idée du Bien comme Bien commun.

Le Bien commun est alors nécessairement ce qui décentre l'homme en tant qu'individu de sa place centrale. Et il est celui de l'espace public. Comment ne pas voir jour après jour un empiètement, par un phénomène de transparence panoptique, de l'espace public par celui du privé et de l'intime, le livrant à l'obscène ? Dans le repli de ce dévoilement "humaniste" se drape toute la misère économique d'un prolétariat planétaire. Au fur et à mesure que l'espace public est marchandisé, et les services publics soumis au modèle de l'entreprise, du profit et de la rentabilité, l'intime, lui, est exposé publiquement. Tout ce qui était public devient privé, et tout ce qui était privé devient public.

Le communisme doit être le renversement de ce renversement, et pour cela, au-delà de la notion d'espace public, il est aussi l'affirmation de l'infini contre la passion de la finitude et de la temporalité sans horizon, comme celui de l'« ensemble » contre l'auto-centrisme satisfait de l'individu. Car vouloir occuper le centre, c'est nécessairement se vouer au néant, puisque seul le vide est le « centre ». En se délogeant du centre de sa structure mondaine, non

seulement l'humain s'arrache à la passion de la finitude, mais il libère cette place pour l'investir par l'Idée, le Bien commun.

Ainsi, affirmer le communisme comme Idée du Bien, ou comme "borne supérieure" de la politique, ne saurait épuiser le questionnement que porte encore en lui le mot même.

Le communisme générique est bien plus que cela. Peut-être ne saurait-il être, en dernière instance, une question politique. Par conséquent, il faut aussi penser l'hypothèse qu'ou bien le communisme n'est pas une question politique, ou bien ce qui doit être pensé au plus loin dans la politique est l'achèvement de la politique elle-même. Ce qu'il faut entendre ici par « achèvement de la politique » n'est cependant pas la fin de l'organisation des hommes dans une vie en commun, car cela est au contraire ce qu'il faut maintenir, dans l'universel, laïc et rationnel. Ce qui peut s'achever dans et par la politique elle-même est une forme de gouvernement qui ne tient que sur les lambeaux de la mort de Dieu.

Communisme est le nom, en dernier lieu, de cette fidélité au vide, surmontant sa propre absence au monde. Le communisme est cet astre mort qui brille par son absence, d'un éclat inépuisable, toujours vif et singulier, celui du nom à venir.